



## « Y A-T-IL UNE PLACE POUR NOUS ? »

JUSTICE POUR LES VICTIMES DE CRIMES  
INTERNATIONAUX EN CÔTE D'IVOIRE

**AMNESTY**  
INTERNATIONAL



## « Y A-T-IL UNE PLACE POUR NOUS ? »

JUSTICE POUR LES VICTIMES DE CRIMES  
INTERNATIONAUX EN CÔTE D'IVOIRE

**AMNESTY**  
INTERNATIONAL





« APRÈS LE MASSACRE DE DUÉKOUÉ, NOUS AVONS ÉTÉ CONTRAINTS DE QUITTER NOS MAISONS. LES AUTORITÉS ET L'ONU AVAIENT PROMIS D'ASSURER NOTRE PROTECTION. ET VOILÀ QUE, PLUS D'UN AN APRÈS, NOUS ENTERRONS À NOUVEAU NOS MORTS. NOUS NE POUVONS PAS NON PLUS RETOURNER DANS LES VILLAGES AVEC LES PATROUILLES DE DOZOS SUR NOS PLANTATIONS.

**Y A-T-IL ENCORE UNE PLACE POUR NOUS QUELQUE PART ? »**

Une personne déplacée qui a survécu à l'attaque du camp de Nahibly le 20 juillet 2012

Avant et après la crise en Côte d'Ivoire, qui a fait suite à l'élection présidentielle controversée de novembre 2010, des atteintes graves aux droits humains ont été commises dans l'ouest du pays. Bien que les autorités se soient engagées à remédier à l'impunité et à faire en sorte que les auteurs de ces crimes soient tenus de rendre compte de leurs actes, personne n'a encore été poursuivi en justice et ceux qui se trouvent dans la partie occidentale du pays sont toujours en danger.

En mars 2011, des centaines de personnes ont été tuées et plusieurs milliers d'autres ont été déplacées lorsque les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) ont attaqué Duékoué, soutenus par des combattants dozos. À l'issue de la crise et après l'arrestation de l'ancien président Laurent Gbagbo en avril 2011, les violences et la stigmatisation de personnes déplacées par les autorités politiques et militaires se sont intensifiées.

Un peu plus d'un an après le massacre, en juillet 2012 le camp de Nahibly, dans l'ouest du pays, qui accueillait plus de 4 000 personnes déplacées, a été attaqué par les FRCI et des combattants dozos. Les responsables des deux attaques demeurent impunis.

## AGISSEZ MAINTENANT

**SIGNEZ LA CARTE POSTALE CI-DESSOUS ET ENVOYEZ-LA AU MINISTRE DE LA JUSTICE**

Photo : Une femme regarde les restes d'un cadavre à Duékoué. Avril 2011  
© Amnesty International  
Index : AFR 31/007/2013 French



**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



**Monsieur le Ministre,**

Je suis très préoccupé-e par la situation de la population dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, en particulier celle des personnes qui ont été victimes de crimes de droit international à Duékoué en 2011 et à Nahibly en 2012. Elles ont vécu pendant des années dans une région instable, et elles ont subi des atteintes graves à leurs droits fondamentaux pendant et après la crise postélectorale. Deux ans après cette crise, justice et réparation leur sont toujours refusées.

Je vous prie instamment de :

- faire en sorte que les responsables des crimes de droit international commis à Duékoué en mars et avril 2011 aient à rendre compte de leurs actes ;
- soutenir toute mesure visant à ce qu'une commission internationale soit chargée d'enquêter sur les crimes commis à Nahibly en juillet 2012 ;
- fournir aux victimes de crimes internationaux commis à Duékoué et à Nahibly, ainsi qu'à leurs familles, une indemnisation et une réparation appropriées.

Sincères salutations,

Nom : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

**M. Gnénéma Mamadou Coulibaly**  
**Ministre de la Justice**  
**Ministère de la Justice**  
**Abidjan**  
**Côte d'Ivoire**

Photo : Le camp de personnes déplacées de Nahibly quelques heures après sa destruction, en juillet 2012. © DR  
Amnesty International, International Secretariat,  
Peter Benenson House, 1 Easton Street, London WC1X 0DW,  
United Kingdom  
[amnesty.org](http://amnesty.org)